

La bataille d'Hajin : victoire tactique, défaite stratégique ?

François-Régis Legrier

Colonel. Chef de corps du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique. Commandant la *Task Force Wagram* au Levant d'octobre 2018 à février 2019. Auteur de *Si tu veux la paix prépare la guerre* aux Éditions Via Romana.

La bataille d'Hajin (septembre 2018 – janvier 2019) du nom d'une petite localité située sur la rive Est de l'Euphrate aux confins de la Syrie et de l'Irak mérite de laisser son nom dans l'histoire militaire à plus d'un titre. Elle est d'abord la dernière « bataille rangée » contre le pseudo État islamique et semble mettre un point final à sa volonté de contrôler un territoire. Elle est ensuite, pour nous Occidentaux, riche d'enseignements sur la guerre, et tout spécialement les limites de la guerre par procuration et de notre approche tournée vers la suprématie technologique.

Au XIX^e siècle, le sort d'une bataille mettant en jeu quelques milliers d'hommes était réglé en une journée – Austerlitz par exemple ; au XX^e siècle, il faut compter en semaines – que l'on pense à la poche de Dunkerque en 1940 ; au XXI^e siècle, il faut près de cinq mois et une accumulation de destructions pour venir à bout de 2 000 combattants ne disposant ni d'appui aérien, ni de moyens de guerre électronique, ni de forces spéciales, ni de satellites. Telle est la réalité de la guerre aujourd'hui qui doit nous conduire, décideurs politiques et chefs militaires à un examen critique salutaire sur notre façon de concevoir et faire la guerre.

Certes, la bataille d'Hajin a été gagnée mais de façon très poussive, à un coût exorbitant et au prix de nombreuses destructions. Certes, les Occidentaux, en refusant d'engager des troupes au sol, ont limité les risques et notamment celui d'avoir à s'expliquer devant l'opinion. Mais ce refus interroge : pourquoi entretenir une armée que l'on n'ose pas engager ? Si la réduction du dernier bastion de l'État islamique ne vaut pas la peine d'engager des troupes conventionnelles, quelle cause sera assez importante pour le faire ? Extrêmement à l'aise pour remplir les grands états-majors multinationaux d'une ribambelle d'officiers, les nations occidentales n'ont pas eu la volonté politique d'envoyer 1 000 combattants aguerris régler en quelques semaines le sort de la poche d'Hajin et épargner à la population plusieurs mois de guerre.

Par ailleurs, en sous-traitant aux Forces démocratiques syriennes (FDS), c'est-à-dire à des *proxys* – des troupes soutenues par les Américains qui leur ont délégué le droit de se battre à leur place – la conduite des opérations au sol, la Coalition ⁽¹⁾

(1) *Operation Inherent Resolve (OIR)* : coalition dirigée par les Américains.

a renoncé à sa liberté d'action et perdu la maîtrise du *tempo* stratégique. Prise en étau entre la décision de Donald Trump de se retirer du Nord-Est syrien et le bon vouloir des FDS, elle n'a pas trouvé de meilleure solution que d'intensifier les bombardements pour en finir au plus vite, compromettant ainsi durablement l'avenir de cette province.

In fine, la question qui se pose est de savoir si la libération d'une région ne peut se faire qu'au prix de la destruction de ses infrastructures (hôpitaux, lieux de culte, routes, ponts, habitations, etc.). C'est là, l'approche assumée sans complexe, hier et aujourd'hui, par les Américains ; ce n'est pas la nôtre et nous souhaitons ici indiquer ce qui aurait pu être fait pour mettre l'ennemi hors de combat sans transformer la poche d'Hajin en champs de ruines.

Caractéristiques de la bataille d'Hajin : un concentré de tous les types de guerre

Située au cœur du « Grand Jeu » entre puissances régionales et grandes puissances, la poche d'Hajin regroupe en septembre 2018 environ 2 000 combattants islamistes dont une majorité d'étrangers. S'étirant sur une trentaine de kilomètres le long de l'Euphrate en territoire arabo-kurde syrien et large d'une dizaine de kilomètres, elle est le dernier bastion du soi-disant Califat « État islamique », autant dire pas grand-chose. En réalité, nous allons voir que la bataille déborde largement de son cadre géographique pour se répandre dans le champ des perceptions, autre enjeu essentiel du combat.

La zone d'action est une bande de terrain en V coincée entre l'Euphrate à l'Ouest et la frontière irako-syrienne à l'Est avec une zone rurale (champs et villages) le long du fleuve et une zone désertique. Soulignons que la rive Ouest de l'Euphrate est plus ou moins sous contrôle du régime syrien et des milices irakiennes qui contrôlent également une partie de la frontière. La population est estimée à quelques milliers de personnes, surtout présente dans la partie Nord de la poche (localité d'Hajin).

Au Sud de la poche (pointe du V) et au bord de l'Euphrate, en territoire irakien, la ville d'Al-Qaïm. Au Nord de cette ville, la frontière est tenue par l'armée irakienne et légèrement en retrait se trouve la position de tir des moyens feux sol-sol de la coalition. Au Sud, la frontière est tenue par une milice affiliée à l'Iran (Katiba Hesbollah), véritable petite armée avec ses chars et ses canons. Si la frontière est globalement étanche au Nord, elle est très poreuse au Sud, la milice se livrant à la contrebande.

Le combat au sol a été confié à des *proxys*, les FDS, alliance arabo-kurde conseillée par les forces spéciales américaines et bénéficiant du soutien des moyens feux sol-sol et sol-air de la Coalition. D'un volume sensiblement équivalent à celui de *Daech*, leur valeur combative est toute relative sachant que les combattants

kurdes viennent du Nord-Est syrien où ils sont régulièrement pris à partie par les Turcs, alliés des Américains au sein de l'Otan. Ainsi, fin octobre 2018, les FDS ont annoncé la suspension des opérations suite à des frappes turques et il a fallu plusieurs semaines de négociation pour qu'ils reprennent le combat. Le même scénario a failli se répéter mi-décembre et compromettre à nouveau la prise d'Hajin pourtant bien engagée.

Au sol, les traits distinctifs de cette bataille sont assez proches de ceux des batailles de la Première Guerre mondiale : une ligne de front entre combattants où chaque gain de 500 mètres ou 1 kilomètre de territoire représente un succès ; des contre-attaques violentes et répétées de la part d'un ennemi cerné de toute part et qui cherche à desserrer l'étau des FDS ; un emploi massif de l'artillerie, seule capable de délivrer des feux par mauvaises conditions météorologiques et qui, à plusieurs reprises, a sauvé la mise aux FDS violemment prises à partie ; des pertes importantes au regard du volume de combattants (plusieurs centaines au total de part et d'autre).

Sur un plan purement tactique, cette bataille a fait redécouvrir toutes les vertus d'un appui-feu sol-sol⁽²⁾ alliant effets de saturation par obus explosif et effets de destruction par munition de précision et surtout opérationnel par tout temps. Ainsi, c'est le 3 décembre 2018 qu'ont été tirés avec succès pour la première fois en opération, les obus antichars à effet dirigé Bonus détruisant une colonne de *pick-up* lancée à l'assaut des lignes de défense FDS.

Dans les airs, la suprématie occidentale est évidemment totale. Comme dans le film de Gavin Hood, *Eye in the Sky*⁽³⁾, c'est la quintessence de la haute technologie qui se déploie quasiment sans limite avec l'emploi massif de moyens de surveillance et de renseignement, et d'avions pour observer et frapper. En l'espace de six mois, plusieurs milliers de bombes ont été déversées sur quelques dizaines de kilomètres carrés avec comme résultat principal la destruction des infrastructures.

L'ennemi a-t-il été détruit par ces frappes ? Oui, mais pas autant qu'on a bien voulu le faire croire dans les comptes rendus alignant un *BDA*⁽⁴⁾ impressionnant calculé de façon statistique et non pas par observation visuelle.

L'ennemi a-t-il été atteint dans son moral et sa volonté de combattre ? À l'évidence, non. Il a déployé jusqu'au bout une combativité inébranlable mettant à profit les périodes de mauvaise météo, le préservant de la menace aérienne, pour contre-attaquer violemment et infliger à plusieurs reprises de sérieux revers tactiques aux FDS. La défaite devenue inéluctable, il s'est exfiltré vers des zones refuges pour poursuivre la lutte en mode insurrectionnel ne laissant sur place qu'une poignée de combattants étrangers.

(2) Il faut également souligner l'emploi massif par *Daech* de roquettes et de mortiers allant parfois à des consommations de 100 munitions par jour.

(3) Sorti en 2016 : montre les ambiguïtés politico-juridiques d'une prise de décision d'une frappe aérienne.

(4) *Battle Damage Assessment* : estimation des pertes ennemies.

Ainsi, cette bataille illustre à merveille les propos du général Desportes : « Des systèmes d'armes toujours plus performants produisent des résultats toujours plus décevants » ⁽⁵⁾. Entendons-nous bien. Ils ne sont pas décevants parce que performants mais parce que mal employés ; nous y reviendrons.

Enfin, la bataille d'Hajin dépasse largement le cadre géographique pour s'inscrire plus largement dans le champ infini des perceptions.

Force est de constater que dans ce domaine, *Daech* a su exploiter le moindre succès tactique pour le valoriser et en faire un succès stratégique. De même, les frappes occidentales et leurs dommages collatéraux réels ou fictifs ont aussi été largement médiatisés avec succès. En effet, à plusieurs reprises, la Coalition trop souvent en réaction sur le champ des perceptions, a dû renoncer à ses frappes face à la pression médiatique. Il y a ici tout un champ de réflexion à explorer et notamment le décalage des perspectives : là où *Daech*, dans une vision stratégique, s'adresse aux opinions publiques occidentales, la Coalition, outil militaire sans réelle pensée politique, est contrainte de rester au niveau tactique et ne peut exploiter ses succès dans le champ informationnel avec la même réactivité que l'ennemi.

Les limites de la guerre par procuration et de notre approche techno-centrée

La guerre par procuration ou comment perdre la main sur le plan stratégique

En s'en remettant à des *proxys* pour conduire la bataille au sol, les Occidentaux en ont certes retiré un avantage politique à court terme : celui d'éviter des pertes et un mouvement d'opinion contre leur politique. En revanche, sur le moyen-long terme, ce choix s'est avéré désastreux.

En affirmant que la poche était la *Main Battle Area* ⁽⁶⁾ tout en refusant d'engager des moyens terrestres ou même des hélicoptères d'attaque, les Américains ont laissé planer un doute sur leurs intentions réelles d'en finir rapidement. Il est donc permis de penser que la poche d'Hajin constituait un excellent alibi pour maintenir une présence dans le Nord-Est syrien et surtout prévenir un éventuel délitement trop rapide de la Coalition. Ainsi, au fur et à mesure de la bataille, le discours s'est articulé de la façon suivante : « il faut détruire *Daech* » vers « oui, *Daech* est bientôt éliminé en Syrie mais il se reconstitue en Irak et reste tout aussi dangereux », ce qui pose la question de la pertinence de la stratégie suivie depuis des années. Où est le véritable enjeu ? Détruire *Daech* ou contenir l'Iran ?

Par ailleurs, la conséquence la plus immédiate d'une telle approche est la perte de la maîtrise du temps : l'opération avance au gré de la volonté des *proxys* et

(5) Vincent Desportes : « Leçons d'aujourd'hui pour les guerres de demain », *Le Casoar* n° 231, p 19.

(6) L'espace de bataille prioritaire.

selon leur propre agenda et elle traîne en longueur quelle que soit l'ampleur des moyens consentis. Cela s'appelle un enlèvement.

Pour compliquer les choses, est apparue au grand jour la divergence de vues entre Donald Trump et son état-major. Fidèle en cela à une promesse de campagne, le Président des États-Unis a saisi l'occasion de la reprise d'Hajin mi-décembre pour annoncer la victoire sur *Daech* et le retrait des forces américaines de Syrie montrant ainsi, certes de façon brutale, que c'est bien le *tempo* politique qui détermine la stratégie et non pas l'inverse.

En refusant d'inscrire dans leur stratégie du Moyen-Orient cette volonté de retrait pourtant annoncée depuis deux ans, l'Administration américaine et les états-majors se sont mis d'eux-mêmes en porte à faux. Bousculés par le décideur politique d'un côté, ayant perdu la main sur le *tempo* des opérations au sol de l'autre, c'est-à-dire privés de toute marge de manœuvres, la seule réaction a été d'intensifier les frappes aériennes et donc d'augmenter encore le nombre de destructions. Hajin a subi le même sort que Mossoul et Raqqa : une destruction quasi complète.

Ainsi, cette victoire tactique, par la façon dont elle a été acquise, a compromis l'avenir de cette province sans ouvrir de perspectives stratégiques intéressantes pour la Coalition. L'avenir du Nord-Est syrien est plus que jamais incertain et *Daech*, s'il a perdu son territoire, ne semble pas atteint dans sa volonté de continuer la lutte.

La leçon est la suivante : il n'y a pas de stratégie et donc de victoire durable sans liberté de manœuvre. Celle-ci est au croisement du politique et du militaire. Le stratège doit impérativement inscrire son action dans une politique et doit garder la main sur les opérations dans tous les domaines, y compris les opérations terrestres s'il veut être en mesure de présenter plusieurs options stratégiques au décideur politique. Il n'y a pas d'autres solutions possibles.

L'approche techno-centrée ou l'illusion de la puissance

En s'en remettant principalement à des moyens air inopérants sur un plan tactique lorsque les conditions météo se dégradent et aux forces spéciales, la Coalition a perdu beaucoup de temps, d'énergie et de crédibilité, *Daech* ayant beau jeu de se vanter d'avoir tenu en échec la première puissance mondiale pendant des mois.

Il faut être rentré dans une *Strike Cell*⁽⁷⁾ par temps couvert pour comprendre toutes les limites de notre approche techno-centrée. En effet, en cas de pluie, de brouillard, de nuages, les écrans deviennent noirs, les gens jouent aux cartes ou regardent un film : la guerre s'arrête pour eux en attendant la prochaine fenêtre météo. Lors des violentes contre-attaques de *Daech* en octobre 2018 et le repli des

(7) Centre d'opérations couvert d'écrans permettant une recopie des images fournies par les drones ou les avions. C'est à partir de là que s'effectuent les frappes aériennes et les tirs d'artillerie d'où son nom de *Strike Cell*.

FDS, le premier constat d'un officier général a été de dire : « C'est à cause de la météo, nous n'avions plus l'appui aérien. » Sous-entendu, *Daech* ne respecte pas les règles du jeu, il attaque par mauvais temps !

Non, nous n'avons pas été tenus en échec par la météo mais par notre refus de nous adapter à notre ennemi et au réel. La guerre par procuration, c'est-à-dire ce refus d'engager des troupes au sol aptes au combat pour s'en remettre uniquement aux forces spéciales et à l'arme aérienne est l'un des facteurs principaux de nos échecs actuels. Les forces spéciales sont faites... pour les opérations spéciales et non le combat conventionnel en zone urbaine ou désertique.

Encore une fois, ne nous y trompons pas, il ne s'agit nullement ici de critiquer l'apport indispensable aux opérations que constitue l'arme aérienne ou les forces spéciales mais de rappeler que c'est une erreur que de s'en remettre uniquement à elles pour gagner une bataille. Ce concept ultra-technologique conçu pour réduire le format des troupes conventionnelles et séduire le politique en lui faisant croire qu'on peut faire mieux avec moins est un leurre séduisant mais un leurre quand même.

Alors que fallait-il faire ?

La réponse est simple : comprendre que si la bataille se gagne au niveau tactique – adaptation au terrain et à l'ennemi – la guerre se gagne au niveau stratégique et politique, et qu'elle est une dialectique des volontés et non une éradication « des méchants » impossible à réaliser.

En l'occurrence, il fallait resituer la bataille d'Hajin dans un cadre plus global : celui d'empêcher *Daech* de se reconstituer d'une part et de préserver l'avenir de la moyenne vallée de l'Euphrate en évitant des destructions inutiles d'autre part.

Au niveau tactique, une bataille se gagne en disposant les moyens adéquats au bon endroit et au bon moment (principe d'économie des forces et de concentration des efforts) pour créer un rapport de force favorable. Ainsi, tout en s'appuyant sur les FDS, il fallait, en sus des moyens d'appui-feux, engager *a minima* un groupement tactique interarmes motorisé capable de s'emparer rapidement de la poche d'Hajin en limitant autant que faire se peut la destruction des infrastructures.

En effet, une bataille ne se résume pas à détruire des cibles comme au champ de foire. C'est la combinaison de la manœuvre et du feu qui permet de disloquer le dispositif ennemi et de le mettre dans l'impossibilité de poursuivre la bataille par la conquête des points clés du terrain, et de ses moyens de commandement et logistique. La prise d'Hajin, en décembre, en est l'illustration tardive : l'ennemi, ayant perdu son centre de commandement, n'a plus été en mesure d'opposer une résistance coordonnée par la suite.

Enfin, la bataille doit être menée en temps imminent dans le champ informationnel, c'est-à-dire avec un temps d'avance. Est cru par le plus grand nombre

ce qui est affirmé en premier : c'est une loi immuable dont il faut tenir compte. Une plus grande réactivité aurait été nécessaire pour valoriser nos succès et disqualifier le comportement de l'adversaire quitte à assumer, et non pas justifier après coup, les dommages collatéraux.

L'évocation de la bataille dans le champ des influences nous permet de faire la transition avec les parties hautes de la guerre, la stratégie et la politique.

Au lieu de se focaliser de façon excessive sur la poche d'Hajin, la Coalition aurait dû l'intégrer dans une approche stratégique et ainsi découper son espace de bataille non pas en fonction de ses structures internes (répartition entre commandement des forces spéciales en Syrie et commandement conventionnel en Irak) mais en fonction de l'espace de bataille ennemi allant de Kirkuk au Nord-Est de l'Irak au désert d'Al-Anbar à l'Ouest, en passant par Hajin et Al-Qaïm.

Seule une vue globale du problème aurait permis d'ébaucher une stratégie globale et d'éviter le constat amer de voir *Daech* resurgir là où on l'a chassé il y a deux ans. Seule une stratégie globale laissant entrevoir une résolution politique durable aurait permis au politique de comprendre la nécessité du temps long au lieu de brusquer les choses pour sortir de ce qui s'apparente à une impasse et un échec.

Il faut donc rappeler avec le général Desportes que la victoire militaire doit toujours être pensée au prisme de son objectif politique et qu'elle ne peut se passer d'un engagement au contact : « La guerre à distance est un leurre : elle produit un effet militaire mais pas d'effet politique. La "projection de puissance", c'est-à-dire la projection de destruction, sans "projection de forces", de soldats sur le terrain ne fonctionne pas ; elle détruit sans maîtriser la reconstruction et crée le chaos. Il y a une vraie illusion de l'efficacité aérienne : certes, elle permet quelques économies initiales mais elle ne conduit jamais au résultat espéré. À la fin des fins, il est toujours nécessaire, d'une manière ou d'une autre, de contrôler l'espace. »⁽⁸⁾

Conclusion

Oui, la bataille d'Hajin a été gagnée, au moins sur le terrain mais en refusant l'engagement au sol, nous avons prolongé inutilement le conflit et donc contribué à augmenter le nombre de victimes au sein de la population. Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire. Nous n'avons en aucune façon gagné la guerre faute d'une politique réaliste et persévérante et d'une stratégie adéquate. Combien d'Hajin faudra-t-il pour comprendre que nous faisons fausse route ? ♦

Courriel de l'auteur : frlegrier@gmail.com

(8) Vincent Desportes : « Leçons d'aujourd'hui pour les guerres de demain », *op. cit.*